

optimiste, que le PIB de la Communauté augmentera de 4,25 à 6,50 % au cours des quatre à cinq années qui suivront 1992, que les prix baisseront en moyenne de 6 % et que le nombre de nouveaux emplois dans l'industrie connaîtra un bond de 2 millions. Il est clair que l'industrie des pays membres ainsi que les partenaires commerciaux de l'Europe profiteront de ce marché riche et dynamique, mais en même temps les entreprises non européennes, celles d'Amérique du Nord et du Japon en tête, assurent leurs arrières en s'installant elles-mêmes dans les pays de la Communauté au lieu de miser sur l'accès au marché de l'extérieur.

Les industries de défense en Europe

Sauf rares exceptions, le secteur de la défense en Europe, à l'exemple de celui du Canada, ne fait pas cavalier seul, mais il fait corps avec l'industrie de l'automobile, de la construction navale, de l'aérospatiale, de l'électronique, des communications et autres technologies de pointe. Toutefois, en raison des politiques nationales en matière d'approvisionnement, le secteur de la défense est depuis toujours fragmenté le long des frontières nationales, chaque entreprise faisant affaire principalement avec le ministère de la défense de son pays. Traditionnellement, surtout dans les grands pays comme le Royaume-Uni, la France et la RFA, les ministères de la défense se sont très peu approvisionnés ailleurs en Europe et ils achetaient en Amérique du Nord uniquement en cas de besoin. Cette fragmentation, renforcée par la tendance des ministères de la défense à imposer leurs propres spécifications dans le domaine militaire, a non seulement mis en lumière l'absence d'uniformisation des armes au sein de l'OTAN, mais elle a en outre mis en relief le problème des coûts prohibitifs du matériel. Ces dernières années, les autorités ont beaucoup fait pour tenter de résoudre ce problème, notamment par le jumelage d'industries et d'entreprises d'un même pays ou de pays différents; c'est le cas de la construction du chasseur Tornado, de la production en coopération d'un avion d'entraînement avancé par l'Italie et le Brésil et de la production prévue d'un chasseur européen par la Grande-Bretagne, la RFA, l'Italie et l'Espagne. En général, ces projets se sont révélés un succès, mais le problème de l'escalade des coûts reste entier, ce qui semble conduire inexorablement vers ce que Thomas Callaghan a appelé le "désarmement structurel" des pays de l'OTAN.²

Reconnaissant toute l'ampleur du problème, la Grande-Bretagne et la France, deux des principaux fabricants d'armements en Europe, libéralisent de plus en plus leur

² Thomas Callaghan: Pooling Allied and American Resources to Produce a Credible Collective Conventional Deterrent, rapport préparé à l'intention du département américain de la Défense.